

# La Catalogne met sous pression LE GOUVERNEMENT BELGE

► La possible déclaration d'indépendance pourrait mettre en difficulté l'équipe du Premier ministre belge Charles Michel (MR)

► *"Nous ne pouvons pas mettre notre crédibilité en jeu. Ce serait un problème pour le gouvernement"*, lâchait récemment le ministre de l'Intérieur Jan Jambon (N-VA) dans le magazine nationaliste flamand *Meervoud*, au sujet de la réaction de son parti face à une éventuelle déclaration d'indépendance unilatérale de la Catalogne. En parlant de crédibilité, le ministre ne parlait pas de celle du gouvernement belge, mais celle de la N-VA, laquelle a toujours été favorable aux velléités indépendantistes catalanes. Alors que le gouvernement catalan a promis de proclamer, d'ici la fin de semaine, l'indépendance de la région, le gouvernement belge, dont la position officielle reste d'encourager une reprise du dialogue entre Madrid et Barcelone, s'apprête à traverser une période délicate.

Le président de la Catalogne, l'indépendantiste Carles Puigdemont, l'a affirmé ce mercredi : son gouvernement s'apprête à déclarer l'indépendance de cette région espagnole d'ici à *"la fin de la semaine"*. Lors du référendum de dimanche durant lequel les Catalans étaient appelés à se prononcer pour ou contre l'indépendance de leur région, le *"oui"* l'aurait remporté à 90 %.

Depuis lors, la tension atteint des sommets dans la péninsule ibérique. Lors des interventions de la police nationale visant à empêcher les Catalans à participer au vote, pas moins de 92 blessés ont été dénombrés. En réaction,

près de 700.000 personnes ont manifesté mardi contre les violences policières à Barcelone. Le même jour, le roi Felipe VI a dénoncé la *"déloyauté inadmissible"* et la *"conduite irresponsable"* du gouvernement catalan. Des déclarations qui n'ont pas apaisé les esprits du côté catalan...

Si le Premier ministre belge Charles Michel (MR) a été un des tout premiers chefs de gouvernement à dénoncer les violences de dimanche, ce n'est pas un hasard. Il fallait faire un geste fort et rapide pour satisfaire le parti nationaliste flamand, véritable pilier de son gouvernement. *"La volonté du peuple peut et doit être entendue"*, indiquait, de son côté, le président de parti Bart De Wever. De leur côté, les membres N-VA du gouvernement ont jusqu'ici été prudents sur leurs déclarations.

**RESTE QUE SI LA N-VA** doit donner des gages à une partie de ses électeurs, le parti ne devrait pas faire tomber le gouvernement pour la question catalane. *"Si le parti vient récemment d'annoncer qu'il reportait ses volontés d'indépendance de la Flandre, ce n'est pas pour faire tomber le gouvernement pour la question catalane"*, estime le politologue à l'Université de Gand, Carl Devos.

Un point de vue partagé par le politologue de l'UCL Pierre Vercauteren. *"Le président de parti a une plus grande liberté d'expression. Il commencerait à y avoir un problème si les membres du gouvernement contestaient la ligne officielle."*